

France d'en bas, France d'en haut Le grand écart

La fameuse « fracture sociale » dénoncée par Jacques Chirac n'a cessé de s'aggraver. Ce sont les chercheurs du BIP 40 – véritable baromètre social –, rejoints par 81 % des Français, qui lancent un « avis d'alerte ».

PAR PHILIPPE HOUDART, FRANÇOIS MALYE ET JÉRÔME VINCENT

C'est la dernière idée de Jean-Louis Borloo. Créer un « *indicateur de la cohésion sociale* » afin de mesurer l'évolution d'une pauvreté que le ministre qualifie de « massive » et juger des effets de son plan visant à limiter les inégalités entre Français. Mais ce baromètre existe déjà. C'est le BIP 40, édité par le Réseau d'alerte sur les inégalités dont *Le Point* publie ici en exclusivité la version 2004. Derrière cette appellation étrange, contraction railleuse de PIB et de CAC 40, il y a les travaux d'un groupe d'une trentaine de chercheurs, responsables syndicaux

et associatifs. Le baromètre des inégalités et de la pauvreté aboutit à un indice qui les compare – et c'est sa force – de 1970 à nos jours. Sur trente ans, soixante et un indicateurs sont passés en revue. Et ces scientifiques sont formels : si, entre 1970 et 1977, les inégalités ont baissé, à partir de 1978 elles sont reparties à la hausse. Quand, ces vingt dernières années, la nation produisait 60 % de richesse en plus, quand le nombre des Français propriétaires de leur habitation augmentait pour devenir majoritaire, les écarts entre les plus riches et les plus démunis se creu-

saient considérablement. Un constat repris par l'ensemble des politiques, de Dominique Strauss-Kahn à Philippe Séguin en passant par Jack Lang et bien sûr Jacques Chirac. Pendant le conseil des ministres du 30 juin 2004, le président de la République évoquait à nouveau la fameuse « fracture sociale », estimant qu'« *au cours des quinze dernières années, malgré des périodes de forte croissance, les inégalités n'avaient pas cessé de croître* ». Une écrasante majorité des Français ont également le sentiment que les choses se sont aggravées. Selon un sondage publié à la même période, ils sont 81 % à estimer que la situation s'est dégradée. Les chercheurs du BIP 40 ont d'ailleurs lancé un « avis d'alerte sociale » quelques jours après la déclaration du président de la République dans les colonnes du *Monde*, en fustigeant au passage la pauvreté, le retard, voire l'inexactitude des statistiques officielles sur le sujet. D'où un début de polémique avec Jean-Michel Charpin, le patron de l'Insee.

L'exploitation des sources officielles livre, il est vrai, un constat plus nuancé. Selon l'Insee, les inégalités de revenus entre Français ont baissé depuis les années 70 jusqu'au milieu des années 90, la situation stagnant depuis cette date.



– Mais enfin, mon ami, si les riches n'étaient pas de plus en plus riches, ils ne pourraient pas aider les pauvres de plus en plus pauvres.



BIP 40 61 indicateurs sur les revenus, l'emploi, la santé, l'éducation, le logement, la justice, émanant pour la plupart de sources officielles, ont été rassemblés par les chercheurs du Réseau d'alerte sur les inégalités pour mesurer, depuis 1970, l'évolution des inégalités en France. Leur constat est clair : l'indice final du BIP 40 indique que, dans la plupart des domaines, le fossé s'est creusé entre Français. Le détail des résultats est consultable sur www.bip40.org

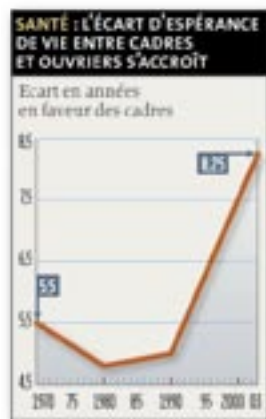
D'autres économistes, missionnés en 2000 par le gouvernement Jospin, faisaient la même analyse. Selon eux, la France actuelle est moins inégalitaire que celle des années 30 et même celle des années 60, une période pourtant prospère. Mais ils estiment que « *le mouvement continu de réduction des inégalités qui s'observait dans les années 70 et 80 s'est arrêté* ». Bien évidemment, tous ces débats de spécialistes ne sont pas exempts d'arrière-pensées politiques ou de contorsions scientifiques mais, à la lecture de tous ces travaux, les inégalités semblent, au mieux, perdurer en l'état, au pis, s'aggraver.

Autre point important à prendre en compte : si les inégalités se sont accrues en France, la situation y est moins dégradée que dans les pays développés les plus libéraux. Les Français ne s'y trompent pas, 52 % estimant dans le même sondage que « *ces inégalités sont plutôt moins fortes en France qu'elles ne le sont à l'étranger* ». C'est ce qu'indiquent aussi les indicateurs publiés par l'Onu dans son dernier « Rapport mondial sur le développement humain. » En 2004, il place en tête des pays les plus justes les pays nordiques ; la France se situe au milieu du classement, décrochant la 14^e place, les pays anglo-saxons – Irlande, Australie, Grande-Bretagne, Etats-Unis – se situant dans le peloton de queue.

Commençons par la « France d'en bas ». Dans le domaine le plus important, le travail, personne ne conteste que la situation, sur les deux dernières décennies, a empiré. Non seulement le

chômage de masse s'est consolidé, passant de 8,3 % de la population en 1982 à 9,9 % aujourd'hui, mais une nouvelle inégalité a fait son apparition. Jamais, en effet, la précarité face au travail n'a été aussi grande : en 2003, intérim, contrats à durée déterminée, temps partiel, apprentissage concernaient, selon l'Insee, 2,36 millions de Français, soit presque quatre fois plus qu'en 1983. Près de 20 % de la population active française est soit à la recherche d'un emploi, soit dans une situation professionnelle instable. Premiers touchés, les jeunes, les non-diplômés et les femmes.

Le nombre de pauvres a-t-il augmenté ? Sur ce sujet, le débat fait rage. Officiellement, leur nombre a baissé. L'Insee estime qu'il est passé de 4 millions de personnes en 1984 à 3,6 millions en 2001. Le chiffre peut surprendre quand l'ensemble du réseau associatif, des Restos du cœur à Médecins du monde, voit son



l'espérance de vie en France a beau être la plus élevée au monde, l'écart entre cadres et ouvriers ne cesse de s'accroître. De 4,8 ans en 1980, il serait, d'après les extrapolations du BIP 40, de 8 ans en 2003 en faveur des cadres.

activité croître de 10 % par an. Reste que ce chiffre si symbolique de la pauvreté est à l'origine de la controverse entre les chercheurs de l'Insee et ceux du BIP 40. Pour ces derniers, le nombre des pauvres doit être calculé à partir de l'ensemble des revenus des Français. Or, on le verra plus loin, l'Insee n'a qu'une visibilité très réduite du patrimoine des plus riches. « *Si l'on tenait compte de leur vraie fortune, les pauvres ne représenteraient pas 6,2 % de la population, mais plutôt 10 %, soit 6 millions de personnes* », estiment Pierre Concialdi et Michel Maric, économistes et membres du Réseau d'alerte sur les inégalités. Martin Hirsch, qui dirige Emmaüs France, avance d'autres arguments : « *Bon nombre de ceux qui sont juste au-dessus du seuil de pauvreté ne s'en sortent plus. La nouveauté est qu'une partie de la population qui fait appel au système associatif n'est plus considérée comme pauvre au sens statistique, c'est-à-dire disposant de 580 euros par mois.* »

Les riches plus riches

Mais les chercheurs du BIP 40 n'ont pas limité leurs investigations au travail ou aux revenus. Inégalités de santé, d'éducation, de logement, tous les secteurs, on le verra, ont été passés au crible. Reste une importante question à laquelle il faut répondre si l'on veut mesurer le sujet des inégalités. Si la situation des plus démunis s'est aggravée, qu'en est-il de celles des riches ? Car il faut savoir ce qui se passe aux deux extrémités de la société pour vraiment déterminer le grand écart existant entre Français et apprécier son évolution au fil des dernières décennies. Or, si les chiffres ne manquent pas sur les plus démunis, ils sont étrangement rares ou extrêmement bien protégés concernant les Français les plus privilégiés.

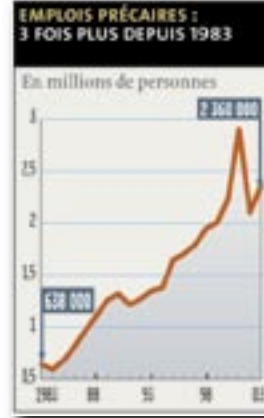
Les classements des plus grandes fortunes publiés chaque année dans les magazines ne prennent en compte que la richesse professionnelle, celle-ci ne représentant qu'une partie de la fortune réelle. Il n'existe que peu de travaux officiels sur le patrimoine privé, sinon une enquête de l'Insee qui n'est renouvelée que tous les quatre ans, la prochaine devant être publiée dans un an. Bien sûr, la loi permet à chaque citoyen d'aller consulter les différents éléments de la déclaration fiscale des contribuables de son arrondissement. Mais pas question de les diffuser. ▶



La richesse augmente : entre 1993 et 2003, le nombre de contribuables assujettis à l'ISF, c'est-à-dire dont le patrimoine imposable dépasse 720 000 euros, a été multiplié par 1,8. De 163 000, ils sont passés à 300 000.



Les bas salaires sont définis comme les salaires inférieurs au deux tiers du salaire médian, soit 1 429 euros. Leur pourcentage par rapport à l'ensemble des salariés a augmenté, passant de 11,4% en 1983 à 16,2% en 2002.



En vingt ans, le nombre de salariés précaires a presque quadruplé. Ils étaient 638 000 à vivre de contrats à durée déterminée, à être apprentis ou à subir le temps partiel. Aujourd'hui, ils sont 2 360 000.



Aujourd'hui, près de 6 millions de Français vivent de RMI, d'allocations d'insertion, d'assurance veuvage, de minimum vieillesse, d'allocation adulte handicapé, etc., soit deux fois plus qu'en 1970.



La proportion d'enfants d'employés par rapport aux enfants de cadres admis dans les classes préparatoires des grandes écoles est restée constante en vingt ans (ratio de plus de 2,5 corrigé de la structure par catégorie sociale).



La précarité face au logement ne cesse d'augmenter. L'une des raisons est la baisse du nombre de logements sociaux construits : un peu plus de 43 000 en 2003, contre 65 000 vingt ans plus tôt.

► L'article 1768 *ter* du Code général des impôts stipule en effet que la divulgation nominative de ces chiffres entraîne une amende équivalant aux sommes révélées ! Dissuasif. Mais certains suffisent à donner le vertige. D'abord au niveau mondial. D'après le magazine *Forbes*, le revenu des milliardaires en dollars a augmenté de 36 % en 2004. Et leur nombre est passé de 476 à 587. Pour l'anecdote, Paris en héberge 10, tout comme Los Angeles et Tokyo, mais la Ville lumière est loin de New York, capitale du capital, avec les 31 milliardaires qui y ont élu domicile.

Mais revenons à la France. Le nombre de personnes soumises à l'ISF, en dix ans, a presque doublé, passant de 163 125 personnes assujetties à 299 656 en 2003, ce qui suffit à prouver qu'une nouvelle catégorie de Français a franchi ce seuil de la richesse. Quant à ceux qui appartenaient déjà à ce monde, l'évolution de leur situation peut se limiter à deux chiffres : l'immobilier a connu une progression de 60 % ces six dernières années, quant au CAC 40, l'indice phare de la Bourse, sa valeur a presque tri-

plé entre 1988 et 2003. Et n'oublions pas les chefs d'entreprise du même CAC 40, qui viennent de s'augmenter en moyenne de 10,6 %, alors que les patrons français sont déjà les mieux payés d'Europe. Record absolu, Edouard Michelin (+ 146 %, à 4,26 millions d'euros), le plus haut salaire étant toujours celui de Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal, avec 6,57 millions d'euros par an.

Ceux qui parlent le mieux de cet enrichissement qu'ils qualifient d'« *exponentiel* » sont deux enquêteurs de ter-

rain. Depuis une quinzaine d'années, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues au CNRS, ont fait des riches le sujet de toutes leurs recherches. Ils les rencontrent, les observent, visitent leurs demeures, assistent parfois à leurs réceptions. De toutes ces rencontres ils ont tiré de multiples ouvrages. L'un d'eux, « *Sociologie de la bourgeoisie* » (La Découverte), débute ainsi : « *La société du début du XXI^e siècle est une société profondément inégalitaire.* » De leur observatoire « privilégié » ils tirent les mêmes conclusions que le BIP 40.

Accroissement de la précarité et surtout existence, aujourd'hui, d'une seule classe sociale, cette grande bourgeoisie qu'ils auscultent depuis si longtemps : « *Le vrai développement inégalitaire entre 1981 et aujourd'hui, c'est qu'on est passé d'un monde où il y avait plusieurs classes sociales à un monde où il n'y en a plus qu'une, la haute bourgeoisie. Pour les autres citoyens qui sont confrontés à un avenir incertain et à un mouvement de précarisation massif, c'est devenu chacun pour soi.* » ■



— L'avantage d'être pauvre, c'est qu'on en souffrira moins longtemps en mourant plus jeune.